Alors que les rebelles du M23 prennent le contrôle de l'est du Congo, l'État islamique exploite le chaos

Auteur : Ladd Serwat
Visuels réalisés par : Christian Jaffe

Depuis que le Mouvement du 23 Mars (M23) a commencé son avancée en décembre 2024, s'emparant en quelques mois de vastes zones des provinces du Nord et du Sud Kivu en République démocratique du Congo (RDC), d'autres groupes armés ont tiré parti du chaos pour étendre leurs opérations. Selon les données d'ACLED, la violence perpétrée par les groupes armés en RDC, dont le M23, a causé plus de 2 500 décès au cours du premier trimestre 2025, bien que les autorités congolaises avancent un bilan bien plus élevé[1]. Même selon les estimations les plus prudentes, ce trimestre est le plus meurtrier depuis 2002, date à laquelle le pays était plongé dans la Deuxième guerre du Congo.

L'avancée des rebelles du M23 vers le nord en 2025 les a conduits dans une zone régulièrement en proie à des incursions des Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé islamiste affilié à l'État islamique (EI). Bien que le M23 et les ADF soient actifs depuis longtemps dans la province du Nord-Kivu, la violence exercée par chacun de ces groupes était jusqu'alors concentrée dans des zones géographiques distinctes : le M23 au sud et les ADF au nord.

Pour progresser vers le nord, les rebelles du M23 ont, selon un rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), cherché à conclure des accords avec les ADF afin d'éviter des affrontements entre les deux groupes[2]. Bien que cela ait été démenti par le M23, le rapport de l'ONU précise que les ADF ont refusé de conclure un pacte de non-agression[3]. Même si le M23 et les ADF ne se sont pas encore affrontés directement, leurs opérations simultanées dans des zones géographiquement proches ont mis à rude épreuve les capacités des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), qui peinent à contrer les deux menaces en parallèle. Alors que les FARDC tentaient de contenir l'avancée du M23 au premier trimestre 2025, leur attention a été détournée des ADF, ce qui a permis au groupe islamiste d'intensifier ses attaques contre les civils.

[1] Olivia Le Poidevin, "Fighting in Congo has killed 7,000 since January, DRC prime minister says," Reuters, 24 février 2025
[2] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, p. 27 décembre 2024; Actualite, "DRC: Contacts revealed between the AFC-M23 coalition and the ADF for a possible non-aggression pact," 9 janvier 2025
[3] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, p. 9

Une superposition des violences impliquant les ADF et le M23

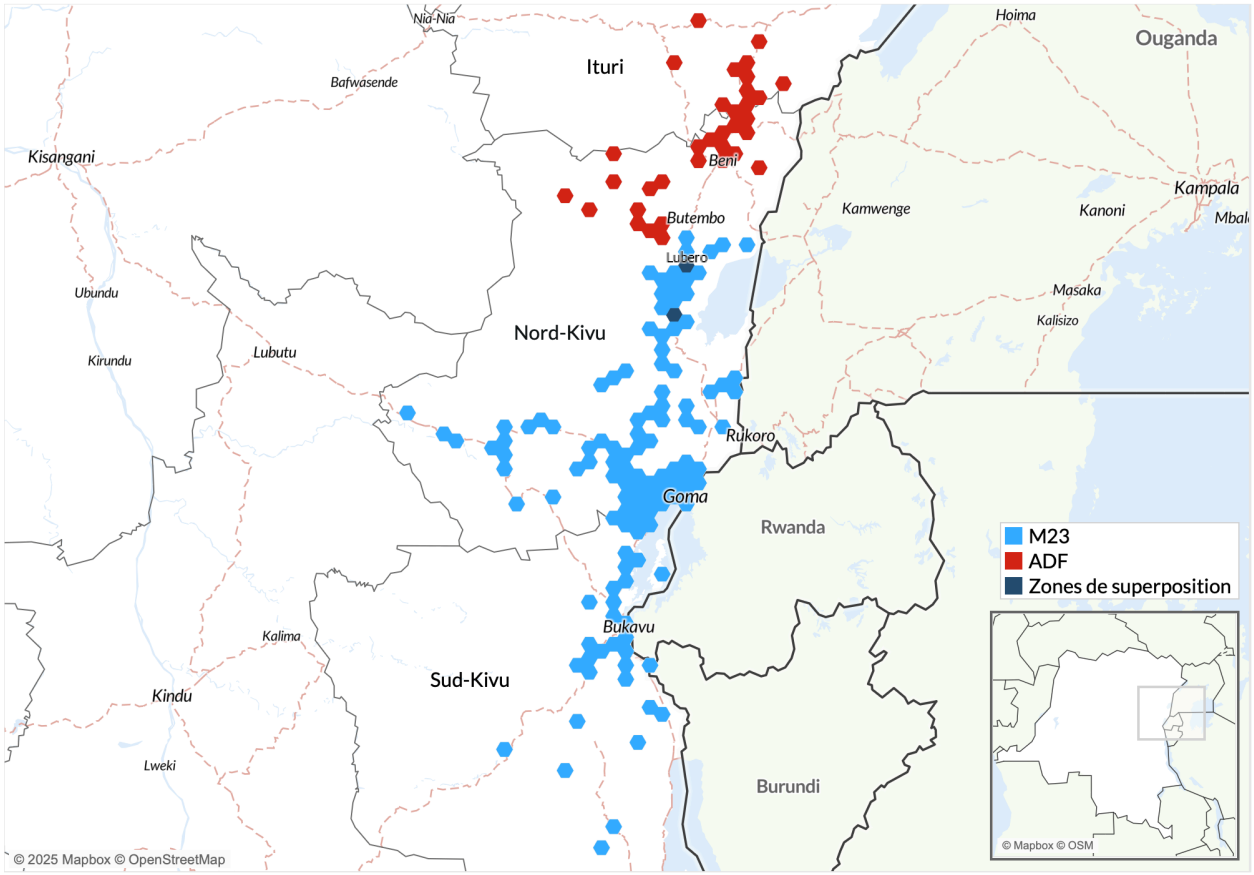
Contrairement à la rébellion du M23, qui bénéficie du soutien du Rwanda et dont l'objectif est de renverser l'actuel gouvernement congolais[4], les ADF ont prêté allégeance à l'État islamique (EI) et sont également connus sous le nom de Province de l'État islamique en Afrique centrale (ISCAP) dans l'est de la RDC et en Ouganda. Alors que le M23 cherche à remplacer les autorités locales et à instaurer des structures administratives alternatives, les ADF ont plutôt recours à des tactiques insurrectionnelles pour ravager les zones locales. Formés à l'origine en 1994 comme groupe rebelle ougandais dirigé par Jamil Mukulu, les ADF, notamment à travers leurs premiers dirigeants, puisaient initialement leur idéologie dans le courant musulman Tabligh[5], avec pour objectif le renversement du président ougandais Yoweri Museveni[6]. L'arrestation de Mukulu en 2015 a conduit à son remplacement par Musa Baluku, lequel a orienté le groupe vers une vision plus radicale de l'islam militant[7], centralisé le processus décisionnel et établi des liens avec l'EI, alors que Mukulu s'y était toujours opposé[8]. En 2020, Baluku a déclaré que les ADF formaient désormais la Province de l'État islamique en Afrique centrale (ISCAP)[9].

À partir de décembre 2024, la progression vers le nord du M23 et des Forces de défense rwandaises (RDF) en direction de la ville de Lubero, dans le Nord-Kivu, a conduit les rebelles du M23 dans une zone déjà marquée par des violences récurrentes perpétrées par les ADF (*voir carte ci-dessous*). Le territoire clé de Lubero constitue aujourd'hui le point le plus au nord atteint par l'offensive conjointe du M23 et des RDF en 2025. Les positions de l'armée ougandaise (UPDF) situées au nord de la ville de Lubero bloquent pour l'instant toute progression du M23 et des RDF vers les villes de Butembo et de Beni. Lorsque les UPDF ont annoncé un possible retrait de la zone en mars, la société civile locale a organisé des manifestations et des journées « ville morte » en faveur du maintien des troupes ougandaises pour défendre le Lubero face à une possible prise de contrôle par le M23 et les RDF[10].

[4] Pour en savoir plus sur le M23, voir *La résurgence et les alliances du Mouvement du 23 mars (M23)*.
[5] Congo Research Group, "Inside the ADF Rebellion," Center on International Cooperation at New York University, novembre 2018, p. 5
[6] Lindsay Scorgie-Porter, "Economic Survival and Borderland Rebellion: The Case of the Allied Democratic Forces on the Uganda-Congo Border," The Journal of the Middle East and Africa, 2015, pp. 195-201
[7] Caleb Weiss, et al., "Rumble In The Jungle: ISCAP's Rising Threat," Hoover Institution, 6 juin 2023
[8] Tara Candland, et al., "The Rising Threat to Central Africa: The 2021 Transformation of the Islamic State's Congolese Branch," Combating Terrorism Center, June 2022; UNSC, "Letter dated 10 June 2021 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2021/560, 10 juin 2021, p. 8
[9] Emmanuel Mutaizibwa, "Inside the Lhubiriha, Kichwamba ADF attacks," Monitor, 25 juin 2023
[10] Joel Kaseso, "In Butembo, social groups oppose the possible withdrawal of the UPDF from Lubero," 7sur7, 31 mars 2025

Zones d'activité du M23 et des ADF en RDC

Décembre 2024 – Mars 2025



Avant que le M23 et les RDF n'atteignent le territoire de Lubero, les zones principales d'opération des deux groupes étaient distinctes. Leur convergence récente et les événements qui ont suivi illustrent bien le risque d'une insécurité croissante due à la superposition des violences. Le 9 janvier, le M23 et les RDF ont combattu ensemble les FARDC à Kaseghe, une ville située dans le territoire de Lubero. Quelques jours plus tard, le 11 janvier, les ADF ont profité de la déstabilisation de l'armée congolaise, affaiblie par l'affrontement précédent, pour mener une attaque meurtrière dans cette même localité, tuant 11 civils selon les estimations. Alors que de nombreux groupes armés se disputent le pouvoir dans l'est de la RDC, les ADF exploitent les moments de faiblesse des FARDC pour quitter leurs camps isolés et intensifier les attaques contre les civils.

Historiquement basés dans les régions septentrionales du Nord-Kivu — notamment autour du territoire de Beni, depuis leur repli de l'Ouganda vers la RDC dans les années 1990[11] — les ADF ont progressivement étendu leurs opérations vers le nord en direction de la province de l'Ituri, avec une intensification marquée de celles-ci depuis 2021. En 2020, la violence des ADF en Ituri ne représentait que 11 % des violences totales attribuées au groupe. Elle est passée à 40 % à la fin de l'année 2024. Dans les deux provinces, Nord-Kivu et Ituri, les ADF se sont également déplacés vers des zones boisées plus à l'ouest afin d'éviter les affrontements avec les forces armées[12]. Ce déplacement vers l'ouest a notamment éloigné les violences commises par les ADF des zones frontalières proches de l'Ouganda en 2024. Aucun incident violent impliquant les ADF n'a été enregistré sur le territoire ougandais en 2024.

Les relations des ADF avec d'autres groupes armés

Alors que le M23 cherchait à s'étendre dans de nouvelles zones de l'est de la RDC, les rebelles ont tenté de conclure des accords avec les ADF. En décembre 2024, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a rapporté que les rebelles du M23 avaient cherché à s'entendre avec les ADF afin d'éviter des affrontements entre les deux groupes, au moment où le M23 avançait vers le nord, dans le territoire de Lubero, et poursuivait sa progression vers la province de l'Ituri[13]. Bien que le M23 ait nié l'existence d'un tel pacte de non-agression, le rapport de l'ONU précise que les ADF ont refusé toute forme de collaboration et décliné toute proposition d'accord[14]. Si les détails du pacte proposé restent flous, le refus des ADF s'inscrit dans la continuité de leur mode opératoire habituel.

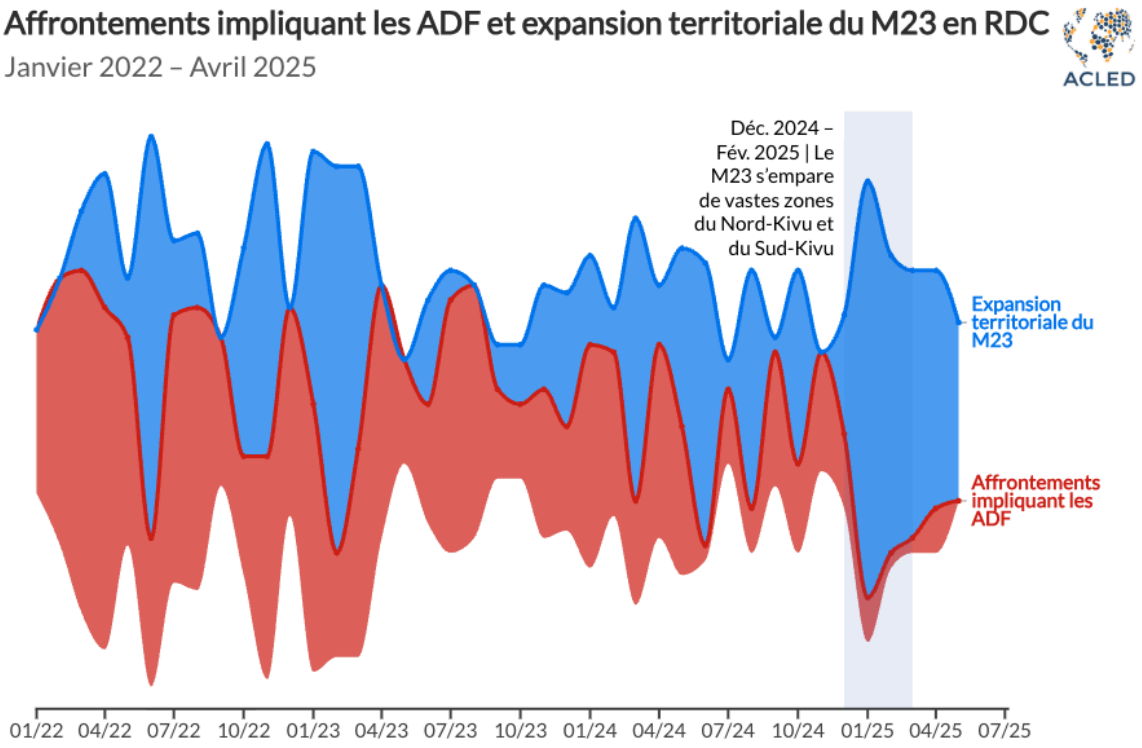
Cependant, en mars 2025, les services de renseignement militaire ougandais ont affirmé que de nouvelles alliances avaient été nouées entre les ADF et une coalition de miliciens Lendu, connue sous le nom de Coopérative pour le développement du Congo (CODECO)[15]. Un chef traditionnel de la région de Kasenye, dans le territoire de Lubero, a déclaré : « Les ADF ne sont plus seuls. D'autres groupes armés aux méthodes similaires opèrent dans l'ombre. [16]» Les ADF collaborent rarement avec d'autres groupes armés et ont été confrontés à des divisions internes ces dernières années[17]. Leur tendance à agir de manière autonome confère un caractère inédit aux affirmations des services de renseignement ougandais sur une collaboration entre les ADF et la CODECO. Si une telle coopération se confirmait, elle

[11] Congo Research Group, "Inside the ADF Rebellion," Center on International Cooperation at New York University, novembre 2018, p.6
[12] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, pp. 6
[13] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, p. 27 December 2024; Actualite, "DRC: Contacts revealed between the AFC-M23 coalition and the ADF for a possible non-aggression pact," 9 janvier 2025
[14] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, p. 9
[15] Chimp Reports, "UPDF Kills 242 CODECO Militants in Fierce Two-Day Battle in Eastern DRC," 22 mars 2025
[16] Cédric Botela, "ADF Lubero 2025 : 24 civils massacrés en 24 heures dans le Nord-Kivu," Congo Quotidien, 12 mai 2025
[17] Caleb Weiss and Ryan O'Farrell, "PULI: Uganda's Other (Short-lived) Jihadi Group," The Long War Journal, 25 juillet 2023

constituerait la première alliance majeure pour les ADF depuis la démobilisation, en 2007, de l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (NALU), un groupe rebelle ougandais[18].

Les opérations militaires conjointes entre la RDC et l'Ouganda accentuent la pression sur les insurgés

En raison de l'instabilité et des perturbations liées aux activités du M23, les ADF ont d'abord bénéficié d'un allègement de la pression en décembre 2024 et janvier 2025, les forces congolaises et les groupes armés alliés concentrant alors leurs efforts pour endiguer l'offensive du M23 vers le nord. L'analyse des données d'ACLED indique que les conquêtes territoriales du M23, en 2024 et jusqu'à présent en 2025, sont inversement proportionnelles au nombre d'affrontements armés impliquant les ADF (*voir graphique ci-dessous*). Cela suggère qu'au cours des mois où le M23 s'emparait de nouvelles zones, les forces congolaises et leurs alliés disposaient de capacités limitées pour affronter les ADF. Cette tendance met en lumière les capacités restreintes des FARDC à affronter simultanément les ADF et le M23.



En réaction à l'instabilité croissante à proximité de ses frontières, l'Ouganda a déployé en février 2025 un millier de soldats supplémentaires en Ituri et au Nord-Kivu, portant ses effectifs totaux sur le terrain à environ 5 000 soldats[19]. Bien qu'un ralentissement des violences attribuées aux ADF soit observé depuis

[18] Congo Research Group, "Inside the ADF Rebellion," Center on International Cooperation at New York University, novembre 2018, p.6
[19] Economist Intelligence, "Uganda deploys additional troops to DRC," 11 février 2025

décembre 2024, les UPDF ont affirmé que le groupe s'était replié vers l'ouest, dans les zones densément boisées de l'Ituri et du Nord-Kivu, afin d'éviter tout affrontement[20]. En plus du déploiement des UPDF, les autorités congolaises ont intensifié le recrutement et le soutien de groupes armés alliés pour appuyer les efforts de sécurité contre les ADF. Parmi ces acteurs figurent des milices locales d'autodéfense ainsi que les Wazalendo — une coalition peu structurée au départ composée de milices d'autodéfense formées par des jeunes, et dont les effectifs ont considérablement augmenté depuis la résurgence du M23[21].

Malgré le déploiement de troupes ougandaises supplémentaires et l'implication croissante de milices alliées, les ADF ont réussi à éviter les combats au cours du premier trimestre 2025. Entre janvier et mars 2025, ACLED ne recense que cinq affrontements impliquant les ADF, soit moins de 25 % de la moyenne trimestrielle d'affrontements impliquant le groupe enregistrés en 2024.

La pression militaire accrue exercée récemment par l'Ouganda sur les ADF s'inscrit dans le cadre de l'opération Shujaa, une opération multinationale de lutte contre le terrorisme menée conjointement par les forces ougandaises et congolaises depuis 2021. Dans le cadre de cette opération, les forces conjointes ont détruit de nombreux camps des ADF et contraint le groupe à se déplacer fréquemment pour éviter les affrontements avec les forces armées[22], ce qui a limité sa capacité à établir des bases durables[23]. Si l'opération Shujaa s'est révélée efficace pour réduire le niveau global de violence des ADF, elle continue toutefois à rencontrer des difficultés pour endiguer les attaques contre les civils. Dans l'ensemble, les violences commises par les ADF ont atteint un pic en 2021, avant de diminuer chaque année depuis le lancement de l'opération Shujaa.

L'évolution de la structure des camps des ADF face à la pression militaire

Sous l'effet de la pression croissante exercée par l'opération Shujaa, les ADF ont été contraints d'adapter leur structure opérationnelle. Chaque camp fonctionne comme une unité à part entière, et toutes les opérations majeures doivent être notifiées à Baluku, chef suprême de l'organisation[24]. Les camps des ADF sont composés à la fois de combattants, de leurs familles et de civils capturés, et utilisent fréquemment des structures mobiles, comme des tentes, pour se loger[25]. Les ADF utilisent ces camps comme lieux d'habitation, de formation, de diffusion de l'idéologie de l'EI, de fabrication d'explosifs et de

[20] Geoffrey Omara, "UPDF Considers Withdrawing Forces from Lubero, Shifting Focus to North Kivu and Ituri," Chimp Reports, 30 mars 2025
[21] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, Annex 10
[22] Africa Defence Forum, "Joint Military Operations Take Out Two Terror Figures in Eastern DRC," 30 avril 2024
[23] UNSC, "Letter dated 13 June 2023 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2023/431,13 juin 2023
[24] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, p. 7
[25] Andrew Bagala, "UPDF capture main ADF base," Daily Monitor Uganda, 27 décembre 2021

stockage d'armes[26]. Certains camps, comme l'ancien de Kambi Ya Yua, précédemment démantelé, s'étendent sur plus de trois hectares et comportent des structures semi-permanentes, notamment des clôtures et des baraques construites à partir de matériaux locaux[27].

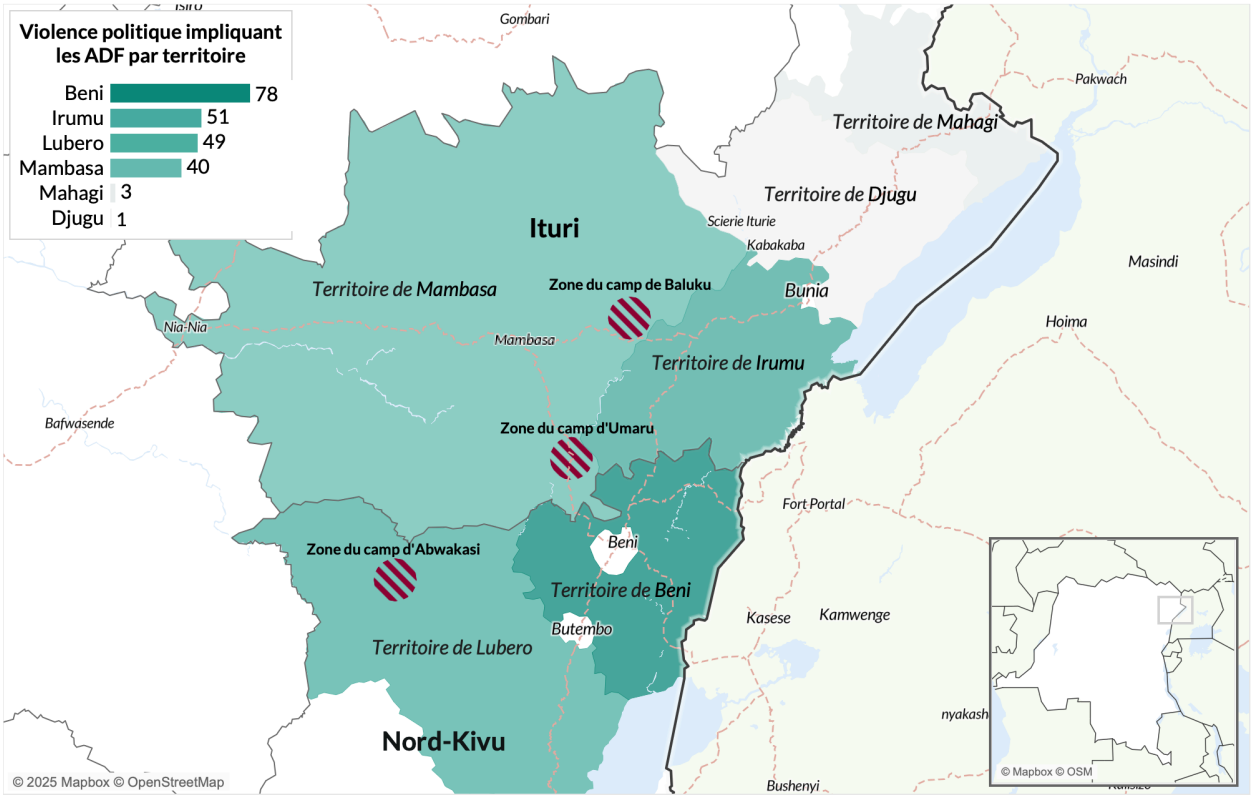
Face aux opérations militaires conjointes menées depuis 2021, les ADF ont d'abord scindé leurs forces en au moins six camps, chacun dirigé par un commandant distinct, afin de permettre une mobilité accrue et de réduire les risques de détection[28]. Les camps des ADF ont utilisé diverses tactiques face aux autres groupes armés et à la population civile, changeant fréquemment leur localisation afin d'éviter les affrontements avec les forces armées congolaises et ougandaises.

À la mi-2024, les ADF ont consolidé leurs camps, passant de six à trois, et les ont déplacés vers des zones plus reculées, afin de pouvoir assurer une meilleure défense contre les forces congolaises et ougandaises (*voir carte ci-dessous*)[29]. En regroupant davantage de combattants dans un plus petit nombre de camps, les ADF ont cherché à renforcer leurs capacités défensives lors des affrontements avec les soldats congolais et ougandais.

[26] Basaija Idd, "ADF Camp Capture, a Milestone Against Terrorism-UPDF," Uganda Radio Network, 27 December 2021; Ryan O'Farrell, et al., "Clerics in the Congo: Understanding the Ideology of the Islamic State in Central Africa," Hudson Institute, 11 avril 2024
[27] Basaija Idd, "ADF Camp Capture, a Milestone Against Terrorism-UPDF," Uganda Radio Network, 27 décembre 2021
[28] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, pp. 6-7
[29] Kim Aine, "ADF Strikes Again in Eastern Congo, Civilians Bear the Brunt," Chimp Reports, 17 janvier 2025; UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, p. 7

Principaux emplacements des camps des ADF en RDC*

Juillet 2024 – Mars 2025



Source : Conseil de sécurité de l'ONU, lettre datée du 27 décembre 2024 du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, adressée au Président du Conseil de sécurité, S/2024/969, 27 décembre 2024.
**La localisation des camps est approximative, les positions exactes des camps des ADF étant sujettes à des changements fréquents.*

Baluku commande le plus grand de ces camps, connu sous le nom de Madina, qui regroupe environ 1 000 personnes[30]. Ce camp est situé à proximité de Lolwa, au nord de la rivière Ituri, dans le territoire de Mambasa[31]. Face à une pression militaire croissante en 2024, le camp de Madina s'est efforcé de se tenir éloigné des affrontements avec les forces armées congolaises et ougandaises en 2025 : entre janvier et mai, ACLED n'a recensé que trois événements violents en lien avec ce camp.

À la fin du premier trimestre 2025, l'offensive conjointe M23-RDF a atteint un camp des ADF situé dans le territoire de Lubero, dirigé par Ahmad Mahmood Hassan, plus connu sous le nom d'Abwakasi[32]. Ce ressortissant tanzanien, qui apparaît fréquemment dans les médias des ADF, est réputé pour son expertise dans la fabrication d'explosifs, et aurait orchestré le massacre de 38 élèves en 2023 à l'école

[30] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, p. 7
[31] Actualite, "DRC: ADF responsible for more than 650 deaths in Ituri and North Kivu since June," 12 janvier 2025
[32] UNSC, "Ahmad Mahmood Hassan," 21 avril 2025

secondaire de Mpondwe-Lhubiriha, en Ouganda[33]. Le camp sous le commandement d'Abwakasi était le plus meurtrier à l'égard des civils au cours de l'année passée. Les victimes civiles attribuées aux ADF dans le territoire de Lubero — la zone placée sous le commandement d'Abwakasi — représentent plus de 40 % du total des victimes civiles attribuées aux ADF depuis le milieu de l'année 2024.

Le troisième camp des ADF, dirigé par Seka Umaru, opère dans la région située au nord-ouest d'Oicha. Des experts de l'ONU présentent Seka Umaru comme le bras droit de Baluku et son successeur potentiel[34]. Umaru a rejoint les ADF après le départ de l'ancien chef Mukulu en 2014, et a été l'un des premiers membres à soutenir l'allégeance au commandement central de l'État islamique[35].

Les violences des ADF font de plus en plus de victimes civiles

Jusqu'à présent, en 2025, les ADF sont parvenus à éviter les confrontations directes avec les forces congolaises et ougandaises, ce qui s'est traduit par une diminution du nombre d'affrontements impliquant le groupe. Au moment où le M23 prenait le contrôle de vastes portions du Nord-Kivu et du Sud-Kivu au premier trimestre 2025, les ADF ont profité de la désorganisation des autorités et du désengagement de l'armée congolaise, alors focalisées sur la répression de la rébellion du M23, pour mener une série d'attaques meurtrières contre les civils. En conséquence, le nombre de victimes civiles a augmenté de 68 % par rapport au trimestre précédent, faisant du premier trimestre 2025 le deuxième trimestre le plus meurtrier en termes de violences contre les civils commises par les ADF depuis qu'ACLED a commencé à recueillir des données sur le groupe en 1997.

ACLED recense au moins 450 victimes civiles tuées par les ADF au cours du premier trimestre 2025, toutes non armées. Parmi ces victimes figurent 70 personnes enlevées puis exécutées en masse dans une église du territoire de Lubero, le 11 février. Cette attaque a fait suite à une série de raids simultanés sur cinq localités du territoire de Lubero le 15 janvier, ayant causé au moins 112 morts selon les estimations. Prise dans leur ensemble, ces attaques ont entraîné une augmentation de 15 % des incidents visant des civils au premier trimestre 2025 par rapport au dernier trimestre de 2024.

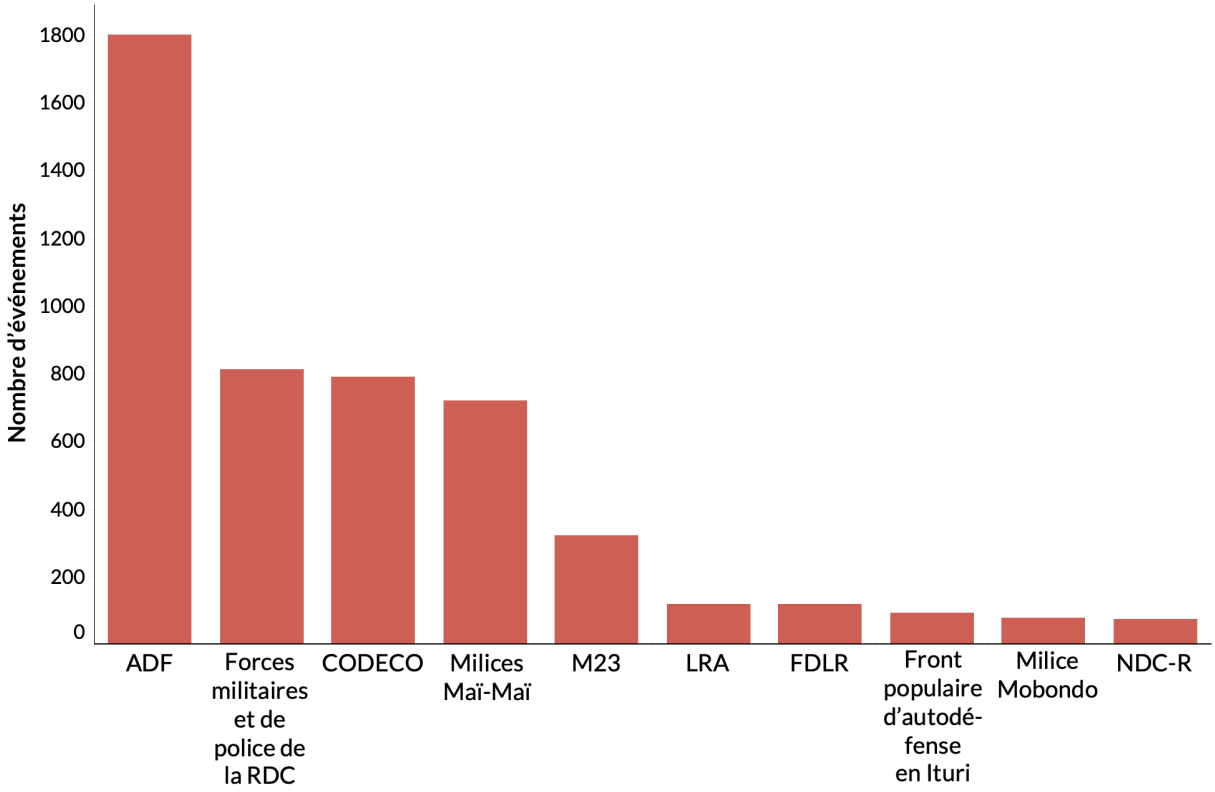
Les violences visant les civils commises par les ADF au premier trimestre 2025 ont augmenté non seulement en fréquence, mais également en létalité. À l'instar d'autres groupes affiliés à l'EI, les ADF ont tendance à mener chaque année un grand nombre d'attaques contre les civils, et constituent depuis 2018 l'acteur le plus violent à l'égard des populations civiles en RDC (*voir graphique ci-dessous*). Comparé aux autres groupes affiliés à l'EI, les ADF ont été, en 2024, le groupe le plus violent envers les civils. En effet, les attaques menées par le groupe ont fait de 2024 l'année la plus meurtrière en matière de violences contre les civils perpétrées par les ADF sous la direction de Baluku, avec plus de 1 600 victimes civiles signalées. Plutôt que de chercher à remplacer les autorités locales et à gouverner des zones de l'est de la RDC, les ADF ont plutôt tendance à ravager les territoires par des massacres de masse, des pillages à grande échelle, des enlèvements contre rançon et des incendies de biens.

---

[33] Jacob Zenn, "Abuwakas: The Arab–Tanzanian Face of Islamic State's Jihad in the Congo," Jamestown Foundation, 7 septembre 2023
[34] Actualite, "ADF still in control of Baluku, Daesh intensifies its demands in the DRC, according to the UN," 12 janvier 2025
[35] Ryan O'Farrell, et al., "Clerics in the Congo: Understanding the Ideology of the Islamic State in Central Africa," Hudson Institute, 11 avril 2024

Les 10 principaux auteurs connus de violences ciblant les civils en RDC

Janvier 2018 – Mars 2025



Le groupe diffuse des photos et des vidéos de ces brutalités via ses propres canaux médiatiques et par l'intermédiaire du centre médiatique de l'EI[36]. En échange de leur affiliation à l'EI et de la médiatisation des violences, souvent présentées sous l'angle d'un combat contre les « chrétiens », les « croisés » ou les « infidèles »[37], les ADF bénéficient de financements, de notoriété et de formations de l'EI, notamment via son réseau régional en Afrique orientale et australe, qui s'étend de la Somalie à l'Afrique du Sud[38]. Depuis le milieu de l'année 2024, le commandement central de l'EI publie de plus en plus de contenus médiatiques relatifs aux opérations des ADF, avec un délai de plus en plus court entre l'attaque et la mise en ligne des publications.

[36] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, Annex 9; exemple, voir X @WerbCharlie, 4 April 2025; X @War_Noir, 6 mars 2025

[37] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, Annex 9; exemple, voir X @WerbCharlie, 4 April 2025; X @War_Noir, 6 mars 2025

[38] Caleb Weiss, et al., "Rumble In The Jungle: ISCAP's Rising Threat," Hoover Institution, 6 juin 2023

À mesure que la branche somalienne de l'EI s'affirme comme le centre névralgique des opérations globales du groupe[39], les ADF semblent bénéficier de plus en plus de l'attention de l'EI à l'échelle du continent africain. Grâce au soutien financier et logistique fourni par le commandement central de l'EI, les ADF peuvent mener leurs opérations non pas en s'appuyant sur le soutien des populations locales, mais grâce à une légitimité externe obtenue auprès du commandement central de l'EI en s'adonnant à des violences brutales à l'encontre des civils.

Cette relation avec le commandement central de l'EI a également permis aux ADF d'accéder à des ressources et des formations pour fabriquer et utiliser des engins explosifs et, plus récemment, des drones. Chacun des camps des ADF dispose d'un nombre limité de drones, utilisés principalement à des fins de surveillance et pour éviter des confrontations directes[40]. Le 11 août 2024, les ADF ont tenté pour la première fois d'utiliser un engin explosif transporté par drone contre des soldats congolais à Malyajama, dans le territoire de Beni. Même si l'engin n'a pas explosé, cet incident montre la capacité croissante du groupe à recourir à ce type de technique à l'avenir.

Les ADF tirent parti de l'instabilité régionale

Pour combattre le M23, les FARDC devront probablement déployer plus d'hommes le long des lignes de front septentrionales, dans le territoire de Lubero. Ce redéploiement pourrait ouvrir de nouvelles zones d'opération aux ADF et à d'autres groupes armés, avec moins de résistance. Malgré les difficultés rencontrées par les FARDC, l'armée ougandaise s'est montrée ambitieuse en 2025 en accentuant la pression sur les ADF et d'autres groupes armés actifs en Ituri, notamment la CODECO[41].

Le gouvernement ougandais redoute probablement que les ADF ne se rapprochent de la frontière ougandaise, à un moment où les FARDC sont mobilisées sur d'autres fronts ; une crainte fondée sur la propension des ADF à mener des attaques transfrontalières en territoire ougandais. Cependant, les UPDF à elles seules risquent de ne pas suffire à dissuader les ADF de commettre de nouvelles violences. Outre les UPDF, les FARDC devront probablement continuer de s'appuyer sur d'autres groupes armés locaux et des milices d'autodéfense pour contrôler certaines localités et se prémunir contre de futures attaques des ADF.

Si les armées ougandaise et congolaise ne parviennent pas à maintenir la pression actuelle sur les ADF, cela pourrait permettre au groupe de se réorganiser et d'adapter ses stratégies. Les tactiques de la terre brûlée utilisées fréquemment par les ADF pourraient alors évoluer vers des stratégies d'extraction des ressources plus stationnaires. Dès avril 2025, les ADF se sont engagés dans des activités génératrices de revenus qui laissent présager une volonté de contrôler certains territoires plus durablement, notamment à travers l'imposition de prétendues « taxes » sur les populations civiles et la prise de contrôle

[39] Mustafa Hasan, "Somalia: The New Frontline in the Islamic State's Global Expansion," Washington Institute, 27 février 2025
[40] UNSC, "Letter dated 27 December 2024 from the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo addressed to the President of the Security Council," S/2024/969, 27 décembre 2024, Annex 5
[41] David Ajuna and Felix Okello, "How top army commander died as UPDF killed 242 militants in DR Congo battle," Monitor, 22 mars 2025

de sites miniers[42]. Ces formes d'exploitation économique locale sont peu courantes pour les ADF, qui, jusqu'ici, avaient davantage tendance à piller certaines zones puis à se retirer plutôt qu'à s'installer ou tisser des liens durables avec les populations civiles.

L'instabilité générée par la rébellion du M23, combinée aux opérations menées simultanément par les ADF dans le Nord-Kivu, a entraîné le déplacement de milliers de personnes et causé plus de 1 600 morts dans la province au cours des trois premiers mois de 2025[43]. Dans les mois à venir, les accords de cessez-le-feu entre le Rwanda et la RDC ont peu de chances de réduire significativement les violences dans l'est du pays. Ils risquent plutôt de déplacer les dynamiques conflictuelles vers d'autres groupes armés, qui continueront à tirer parti de l'instabilité pour renforcer leur propre position dans la région. Le conflit avec le M23 a contraint les FARDC à détourner leur attention des ADF, ce qui pourrait permettre à ces derniers d'intensifier leurs attaques meurtrières contre les civils au cours du second semestre de 2025. Malgré une relative accalmie dans les avancées de la rébellion du M23, l'effondrement consécutif de l'autorité étatique a offert aux ADF de nombreuses opportunités pour renforcer leur présence dans l'est de la RDC, exposant ainsi davantage les populations civiles locales à des violences de masse.

[42] Radio Okapi, "Lubero: ADF accused of using Bapere populations for illegal gold mining," 14 avril 2025; Radio Okapi, "ADF rebels impose taxes on Congolese farmers in Mutweyi," 17 avril 2025
[43] Joshua Mutanava, "Lubero: In Biena, health facilities are struggling to function due to the activism of ADF rebels," Actualite, 12 avril 2025